

Réflexions autour d'une lecture nouvelle de la guerre libanaise à l'USJ

Le Centre d'études pour le monde arabe moderne de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth a organisé un colloque portant sur les travaux de vingt chercheurs universitaires axés une relecture de certains aspects de la guerre libanaise.

Oriane POMPILI

Un colloque international sur une lecture nouvelle de la guerre du Liban s'est ouvert hier (et se poursuivra aujourd'hui) au campus des lettres et des sciences humaines de l'Université Saint-Joseph à l'initiative du Centre d'études pour le monde arabe moderne de l'USJ (Cemam), en collaboration avec l'Agence universitaire francophone (AUF) et l'ambassade de Suisse.

Ces journées d'étude, qui s'appuient sur les travaux d'une vingtaine de chercheurs de différentes nationalités, entendent jeter un regard nouveau sur ces années de guerre et s'insèrent plus largement dans une quête du pardon mutuel, d'une réconciliation nationale et d'une purification de la mémoire. De nos jours, écrire sur la guerre du Liban reste encore un exercice périlleux, miné par de multiples polémiques et controverses, rendant l'objectivité de l'analyse tributaire des interprétations. Sur ce sujet tabou et négligé, la directrice du Cemam, Roula Abi Habib Houry, rappelle que l'histoire de la guerre civile n'est toujours pas intégrée dans les manuels scolaires au Liban, ce qui reflète une carence pour une sortie mémorielle de la guerre. Désireux d'améliorer la compréhension de ces événements et accompagner ainsi le travail civique de sortie de guerre, ce colloque avait pour but de susciter des débats constructifs, en concordance avec le droit pour tout individu de connaître la vérité sur le passé.

Armistice et amnésie

Le colloque s'est ouvert sur l'allocution du recteur de l'USJ, le père Salim Daccache s.j., qui a relevé que le rôle de ces séminaires réside dans une tentative de « revisiter une guerre qui a fait tant de dégâts à tous les niveaux et qui nous fait souffrir jusqu'à nos jours ». En effet, deux décennies après la fin de la guerre, des interrogations et des mécontentements minent encore la société civile libanaise de façon récurrente. L'accord de Taëf d'octobre 1989 mettra fin au conflit armé mais n'aura pas œuvré à la réconciliation sociale des populations, pourtant nécessaire à toute sortie de guerre civile, à l'instar de la politique de réconciliation sud-africaine. Le succès de ce colloque, qui a réuni un large public, illustre l'intérêt et le besoin certain que porte la population libanaise à la compréhension de cette guerre. De plus, contrairement aux études sur l'amnésie de la guerre, le grand nombre de témoins vivants et les multiples archives disponibles sont des sources précieuses pour le développement de travaux de recherche sur le sujet.

Retour sur des événements et faits mal connus

Le premier panel a regroupé de jeunes chercheurs qui ont abordé l'analyse et le développement d'événements peu traités. Ces présentations retracent des faits méconnus, mais qui restent centraux pour la



Un autobus mitraillé : une étincelle qui déclenche un incendie. Photo d'archives

compréhension de la guerre du Liban. Des chercheurs ont développé des démarches de recherche alternatives pour l'analyse de ces événements. Élie Élias utilise la méthodologie de la micro-histoire pour analyser l'événement du 13 avril 1975 à Ain el-Remmaneh. Le jeune chercheur introduit ses recherches sous le prisme du facteur humain dans l'histoire, afin qu'il devienne le moteur d'un événement limité dans le temps. Caterinas Belardi utilise, quant à elle, la méthode du journalisme historique pour comprendre le massacre de Damour. Elle a effectué avec persévérance un travail de mise en lumière de la mémoire à travers de multiples discussions avec des survivants de ces événements, ainsi que la lecture de journaux des années correspondantes à la guerre du Liban. Julie Tegho a, pour sa part, utilisé le journal de l'évêque Youhanna Bassoul afin d'apporter une vision alternative des événements qui se sont produits à Zahlé.

Ces exemples d'utilisation de moyens non conventionnels pour la compréhension de faits historiques provoqueront de vives discussions au sein du public. Un participant mettra en avant la nécessité de revenir sur les sources officielles telles que les rapports des Forces de sécurité intérieure. Certaines présentations de travaux, comme celle de Hayat Hariri sur le quotidien de la guerre à Saïda, ont également suscité de vives émotions chez les participants. Elle a évoqué l'un des multiples facteurs ayant causé les affrontements au Liban-Sud, en mettant en évidence l'impact et l'influence des organisations palestiniennes. La chercheuse a expliqué la complexité des relations palestiniennes et l'initiale sympathie

des citoyens de Saïda envers les réfugiés. Certaines fractions palestiniennes auraient par la suite utilisé ce soutien pour mettre en place des barrages aux alentours de la ville afin de contrôler le transit des marchandises et des populations. Considérés comme des protecteurs de la communauté sunnite, ils auront fourni des équipements militaires et organisé des entraînements militaires au bénéfice des Libanais.

D'autres interventions ont également suscité des dissensions au sein du public, reflétant l'actualité brûlante de ces questions. Comme le souligne Yara Houry, cette guerre civile a provoqué des interrogations passionnelles et familiales, faisant naître des polémiques et des incompréhensions collectives récurrentes. Travaillant sur le Front libanais en tant qu'acteur de la guerre, elle développera l'historique de la création de cette coalition chrétienne et l'analyse des divergences et conflits de génération entre d'un côté des membres traditionalistes et d'autre part la nouvelle génération. Ces querelles mèneront à la division du groupe en deux entités distinctes : le Front libanais et les Forces libanaises. Sur ce point, Angela Kahil rejoint la chercheuse et attire également des réactions parfois houleuses de la part du public lorsqu'elle évoque les jeux d'alliance des Forces libanaises.

Études de cas inédits

La seconde thématique regroupait des intervenants autour de questions peu étudiées, telles que l'adoption illégale d'enfants pour l'étranger pendant la guerre du Liban, sujet abordé par la chercheuse Zeina Allouche. Selon elle, ces nombreuses disparitions forcées d'enfants profitent

à des organisations internationales dans des zones de conflits intenses. Émilie Rizk s'inscrit également dans l'analyse des acteurs non étatiques, en étudiant le rôle quotidien des établissements de santé pendant la guerre. La chercheuse a développé les difficultés dans le travail quotidien et l'apprentissage progressif du personnel hospitalier à travailler en temps de guerre. Elle mettra également l'accent sur la coopération de certains hôpitaux de Beyrouth-Est et Ouest, qui ont travaillé de pair au niveau de la logistique de fournitures médicales.

D'autres chercheurs ont proposé d'autres études de cas peu étudiés comme celle du rôle et du statut des diplomates français durant la guerre du Liban. Stéphane Malsagne a évoqué les violences de la guerre du Liban à travers les parcours des sept diplomates français par une étude minutieuse des archives du Quai d'Orsay.

De même, Pierre France a rejoint l'analyse des intervenants en développant une approche en dehors des belligérants et des victimes. Le jeune chercheur s'est focalisé sur l'étude sociologique des élites intermédiaires et de leur rôle dans la guerre du Liban. Il rappelle notamment que ces élites constituant l'entourage d'un chef sont des acteurs essentiels pour la compréhension des multiples aspects du conflit. Replié sur l'autofonctionnement, l'État libanais fonctionnait sans intervention directe dans les affaires administratives. Ainsi, bénéficiant de cet état de latence, ces hauts fonctionnaires ont appris à composer avec l'émergence des multiples milices et à organiser eux-mêmes les affaires intérieures de l'administration.